



**OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R76-2021-054

PUBLIÉ LE 31 MARS 2021

DRAAF Occitanie

R76-2021-03-26-00001

Arrêté préfectoral portant schéma directeur  
régional des exploitations agricoles d Occitanie



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation  
de l'agriculture et de la forêt**

**Arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles  
d'Occitanie**

Le préfet de la région Occitanie,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.312-1, L.331-1 et suivants, R.312-1 à R.312-3 et R.331-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 10 mars 2021 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

Vu l'avis du Conseil régional d'Occitanie saisi le 18 décembre 2020 ;

Vu l'avis de la Chambre régionale d'agriculture d'Occitanie saisie le 18 décembre 2020 ;

Vu l'avis de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural saisie le 18 décembre 2020 ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>. – Définitions**

En application de l'article L.331-1-1 du code rural et de la pêche maritime, les différents types d'opérations mentionnées à l'article L.312-1, qui peuvent être soumises au contrôle des structures au regard du présent schéma, sont :

- **l'installation** : action de s'établir sur une ou plusieurs unités de production constituant une entité juridique et économique autonome et indépendante, pour y exercer une activité agricole ;
- **la réinstallation** : fait de remettre en valeur une exploitation agricole, suite à expropriation ou éviction certaine en application de l'article L.13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou des articles L.411-58 à L.411-63 du code rural et de la pêche maritime ;
- **l'installation progressive** : toute installation faite en plusieurs étapes (durée maximale de 5 ans) conformément au projet approuvé par l'autorité administrative pour atteindre le seuil de viabilité économique requis ;

- **l'agrandissement** : fait, pour une personne, physique ou morale, mettant en valeur une exploitation agricole, d'accroître la superficie de cette exploitation ;
- est également considérée comme un agrandissement ou une réunion d'exploitations au bénéfice d'une personne morale, la mise à disposition de biens d'un associé exploitant lors de son entrée dans une personne morale ;
- **l'agrandissement ou la réunion d'exploitations à titre indirect par une personne associée d'une société à objet agricole** : fait de participer dans la société aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de ces unités de production. Dans ce cas, c'est l'ensemble des unités de production de la société qui sera pris en compte dans le calcul de la superficie totale de l'exploitation du demandeur ;
- **la concentration d'exploitations** : adjonction d'une nouvelle unité de production, de manière directe ou indirecte, entre les mains d'une même personne, de nature à diminuer la diversité des productions et le nombre d'emplois des exploitations concernées ;
- **la création ou extension des capacités d'un atelier de production hors sol** : fait, pour une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de mettre en valeur un atelier de production hors sol à titre individuel ou dans le cadre d'une personne morale, ou d'accroître la capacité de cet atelier de production hors sol dans les mêmes conditions.

Pour fixer les critères d'appréciation de l'intérêt d'une opération, on entend par :

- **maintien et consolidation d'une exploitation existante** : fait de permettre à une exploitation agricole d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable ;
- **preneur en place** : exploitant agricole individuel mettant en valeur, à titre exclusif ou non, une exploitation agricole en qualité de titulaire de tout bail rural sur les terres de ladite exploitation. Lorsque le bien pris à bail est mis, par son détenteur, à disposition d'une société d'exploitation dans laquelle il est associé, il y a lieu de prendre en compte, en comparaison de situation demandeur(s)/preneur, la situation de la société ;
- **année culturale** : période annuelle correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un ou plusieurs cycles biologiques de caractère végétal, comprise entre les travaux préparatoires à l'unique ou première culture récoltée et les travaux de remise en état de repos du sol postérieurs à la dernière culture récoltée ou, à défaut de tels travaux, entre la première et la dernière récolte de l'année. Pour les autres types de productions, période de douze mois suivants la date de l'autorisation ;
- **dimension économique d'une exploitation** : elle s'apprécie au regard des superficies exploitées, des activités principales envisagées et des productions choisies.

#### Autres définitions :

- **SAUp** : surface agricole utile pondérée, après application d'un coefficient d'équivalence à la surface agricole utile (SAU) qui s'appuie sur la production brute standard. Les coefficients d'équivalence sont repris en annexes 1 et 3 ;
- **circuits courts** (source : site de la DGCCRF sur [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) : les circuits courts correspondent à une vente présentant un intermédiaire au plus entre le producteur et le consommateur final ;
- **vente directe** (source : site de la DGCCRF sur [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) : la vente directe de produits agricoles correspond à une remise des produits du producteur au consommateur. Dès lors, les produits issus de l'achat-revente ne peuvent être commercialisés dans le cadre d'une vente directe. Aucun intermédiaire ne saurait être toléré, dans le respect de l'article L.121-2 du code de la consommation ;
- **associé exploitant** : au sens de l'affiliation MSA ;
- **parcelles isolées** : une ou plusieurs parcelles cadastrales dont la surface totale est inférieure à 5% du seuil de contrôle de la zone considérée et constituant une ou plusieurs inclusions au sein du parcellaire du demandeur ;
- **parcelles proches des bâtiments d'élevage** : parcelles cadastrales situées dans un rayon maximal de 200 m d'un ou plusieurs bâtiment(s) d'élevage fixe(s) et fonctionnel(s) d'une

superficie minimale cumulée de 100 m<sup>2</sup> hébergeant des animaux et exploité(s) par le demandeur ;

- **capacité professionnelle agricole (pour l'octroi de aides à l'installation) :** telle que définie à l'article D.343-4, alinéa 4 du code rural et de la pêche maritime, à savoir possession cumulée :
  - d'un diplôme, titre, ou certificat enregistré au répertoire national des certifications professionnelles, de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel spécialité « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet professionnel option « responsable d'exploitation agricole », procurant une qualification correspondant à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole, ou d'un diplôme reconnu par un État membre de l'Union européenne ou par un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen conférant le niveau IV agricole ;
  - d'un plan de professionnalisation personnalisé mentionné à l'article D.343-22 validé par le préfet de département ;
- **conditions de capacité ou d'expérience professionnelle (contrôle des structures) :** telles que définies à l'article R.331-2-I du code rural et de la pêche maritime, à savoir :
  - être en possession d'un des diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées aux articles D.343-4 et D.343-4-1 ;
  - ou être en possession de cinq ans minimum d'expérience professionnelle acquise sur une surface égale au tiers de la surface agricole utile régionale moyenne, en qualité d'exploitant, d'aide familiale, d'associé exploitant, de salarié d'exploitation agricole ou de collaborateur d'exploitation au sens de l'article L.321-5. La durée d'expérience professionnelle doit avoir été acquise au cours des quinze dernières années précédant la date effective de l'opération en cause ;
- **culture pérenne :** culture restant en place sur plusieurs années, comprenant notamment les cultures fruitières, les vignes, les pépinières et autres cultures permanentes ;
- **élevage hors-sol :** mode d'élevage où l'approvisionnement alimentaire des animaux ne provient pas de l'exploitation elle-même. Cette définition s'applique aux seules productions animales détaillées en annexe 3 et 3bis et uniquement pour la part donnant lieu à l'achats d'aliments produits à l'extérieur de l'exploitation.

## Art. 2. – Orientations

Au regard des objectifs fixés à l'article L.331-1 du code rural et de la pêche maritime, les orientations de la politique régionale poursuivies doivent promouvoir une agriculture diversifiée, source d'emplois et génératrice de revenu pour les agriculteurs, notamment :

- Favoriser le renouvellement des générations en agriculture par l'installation et la transmission des exploitations de dimension économique viable ;
- Augmenter le nombre d'exploitations agricoles de dimension économique viable ;
- Privilégier les exploitations de taille humaine et/ou familiale ;
- Préserver la destination agricole des terres ;
- Améliorer la structuration parcellaire agricole pour améliorer la fonctionnalité des exploitations ;
- Contribuer au développement d'une agriculture diversifiée, triplement performante (économie, social et environnement) et génératrice de valeur ajoutée, notamment l'agriculture biologique, les exploitations certifiées HVE, etc. ;
- Développer et structurer les circuits commerciaux de proximité ;
- Développer les productions sous signe officiel de qualité ;
- Contribuer à l'aménagement, à la valorisation et au développement économique des territoires ruraux, notamment par la création et le maintien des emplois directs et indirects liés à l'agriculture.

### Art. 3. – Ordre de priorités

Les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité établi en prenant en compte :

- la nature de l'opération, au regard des objectifs du contrôle des structures et des orientations définies par le présent schéma ;
- l'intérêt économique, environnemental et social de l'opération, selon les critères définis ci-dessous et, le cas échéant, après application d'un coefficient de pondération.

Les demandes d'autorisation préalable d'exploiter sont **classées selon les 8 rangs de priorité suivants** :

1. Réduction involontaire de surface supérieure à 20 % de la SAUP de l'exploitation, ou ramenant celle-ci en dessous du seuil de viabilité, dans les 4 dernières années :
  - expropriation en application de l'article L13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sans que cela ne conduise à un agrandissement de plus de 20 % environ de surfaces supplémentaires par rapport aux surfaces expropriés ;
  - reprise des terres par le propriétaire en application des articles L411-58 à L411-63 du code rural et de la pêche maritime sans que cela ne conduise à un agrandissement de plus de 20 % environ de surfaces supplémentaires par rapport aux surfaces reprises ;
2. Installation individuelle ou en société d'agriculteurs dans des conditions de viabilité économique et répondant aux critères d'obtention de la DJA (âge, conditions de capacité professionnelle telles que définies à l'article D.343-4, alinéa 4 du code rural et de la pêche maritime, plan d'entreprise), ou installation progressive avec DJA, dans la limite de la surface prévue dans le plan d'entreprise,  
Ou  
L'opération envisagée permet d'opérer une restructuration parcellaire sans agrandissement supérieur à 5 % du seuil de contrôle de la zone considérée, pour les demandes portant sur une ou plusieurs parcelles cadastrales proches d'un ou plusieurs bâtiment(s) d'élevage exploité(s) par le demandeur (au sens de la définition figurant à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté) ;
3. Installation individuelle ou en société, dans des conditions de viabilité économique, d'agriculteur remplissant les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle telles que définies à l'article R.331-2-I-2° du code rural et de la pêche maritime et rappelées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté,  
Ou  
Agrandissement pour consolidation d'exploitation n'atteignant pas le seuil de viabilité ;
4. L'opération envisagée permet de réduire et/ou supprimer, au sein de l'exploitation du demandeur le nombre de parcelle(s) cadastrales isolée(s), dont la surface totale est inférieure à 5 % du seuil de contrôle de la zone considérée et constituant une ou plusieurs inclusions au sein du parcellaire du demandeur ;
5. Autres installations ;
6. Autres agrandissements, réunions ou concentrations d'exploitations atteignant le seuil de viabilité et inférieurs au seuil d'agrandissement excessif ;
7. Autres agrandissements atteignant ou dépassant le seuil d'agrandissement excessif ;
8. Tout projet porté par une société dont plus de 50 % du capital social n'est pas détenu par des associés exploitants au sein de ladite société.

## Dérogations possibles à l'ordre des priorités déclinés ci-dessus :

Il peut être dérogé à titre exceptionnel, le cas échéant après avis motivé de la CDOA, à l'ordre des priorités :

- en cas de parcelle(s) reprise(s) suite à un échange parcellaire entre agriculteurs si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
  - accord écrit des exploitants demandeurs souhaitant procéder à l'échange,
  - accord écrit du ou des propriétaires des parcelles en cas d'exploitation en fermage,
  - conformité des exploitants demandeurs au contrôle des structures,
  - pas d'augmentation de la surface de plus de 10 % de la surface cédée par l'exploitant dans le cadre de l'échange,
  - il est démontré par les demandeurs que l'échange proposé contribue à l'amélioration de la structuration parcellaire,
  - pas de remise en cause des pratiques liées à des engagements environnementaux en cours ;
- en cas de changement de forme juridique d'une exploitation sociétaire en exploitation individuelle, sans agrandissement et si l'occupant en place est en conformité avec le contrôle des structures ;
- en cas de demandes d'autorisation préalable d'exploiter par des établissements de recherche, d'enseignement ou d'insertion à caractère agronomique, économique, social ou environnemental n'ayant pas le caractère d'une exploitation agricole familiale, du fait de leur rôle important dans la formation des agriculteurs et le développement agricole, à la condition que cela ne remette pas en cause un projet d'installation.

## Précisions pour la mise en œuvre des ordres de priorité :

Pour l'application du 1<sup>er</sup> paragraphe des priorités n° 2 et 3, le critère de viabilité économique de l'exploitation s'apprécie sur la base d'un plan d'entreprise / business plan démontrant l'atteinte d'un revenu agricole supérieur à 1 SMIC par associé exploitant au plus tard au terme du plan.

Pour l'application du 2<sup>nd</sup> paragraphe de la priorité n° 3, est considérée comme devant être consolidée, une exploitation dont la surface pondérée par associé exploitant demeure inférieure après opération au seuil de viabilité tel que défini à l'article 5.2 du présent arrêté.

En cas de demandes concurrentes dans un même rang de priorité et pour l'application de l'article L.331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, les situations respectives des différents candidats sont appréciées entre elles au regard de la liste des critères et indicateurs de départage figurant à l'article 5 du présent arrêté afin de dégager les plus prioritaires.

Chaque décision d'autorisation ou de refus d'exploiter portant sur la demande d'un candidat indiquera dans ses motivations dans quelle mesure un projet est prioritaire par rapport à un autre au regard des priorités et, le cas échéant, des critères et indicateurs pris en compte figurant à l'article 5 du présent arrêté.

Dès lors que le service instructeur estimera au cours de l'instruction que plusieurs candidats à la reprise d'un bien foncier agricole se situent dans un même rang de priorité, il demandera à ces concurrents des informations complémentaires permettant de les départager au regard des critères et indicateurs figurant à l'article 5 du présent arrêté. Ne seront pris en compte pour chacun des candidats que les indicateurs renseignés dans les délais fixés par le service instructeur. Les indicateurs non renseignés seront considérés comme non satisfaits par le candidat.

Lorsque des candidats relèvent d'un même rang de priorité, le préfet de région peut délivrer plusieurs autorisations.

L'autorisation peut n'être délivrée que pour une partie de la demande, notamment si certaines des parcelles sur lesquelles elle porte font l'objet d'autres candidatures prioritaires au regard du SDREA.

## Les opérations SAFER :

Les opérations des SAFER conduisant à la mise en valeur de terres agricoles par un exploitant entrent dans le champ d'application de droit commun du contrôle des structures. Le commissaire du Gouvernement agriculture est compétent en la matière.

Article L.141-1 du code rural et de la pêche maritime : Les interventions des SAFER visent à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable au regard des critères du SDREA ainsi que l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations.

Compte tenu des missions d'intérêt public des SAFER, **seront hors priorités** les opérations visant à :

- concourir à la protection de l'environnement à travers le respect d'un cahier des charges adapté ;
- consolider l'économie agricole du territoire en rétrocédant des biens à des agriculteurs expropriés ou à des agriculteurs privés de la totalité de leur exploitation du fait de l'exercice du droit de reprise du propriétaire.

Pour tous les autres cas d'opérations foncières réalisées par la SAFER, soumises à autorisation d'exploiter, l'avis rendu par le commissaire du Gouvernement agriculture auprès de la SAFER tient lieu d'autorisation ou de refus d'exploiter selon les dispositions des articles L.331-2-III et R.331-14 du code rural et de la pêche maritime. La procédure d'attribution de la SAFER Occitanie doit respecter notamment les articles R.142-1 et R.142-2 du code rural et de la pêche maritime.

### Art. 4. – Fixation des seuils de contrôle

#### 1- Seuils de surface

- a) Le seuil retenu en application de l'article L.312-1 du code rural et de la pêche maritime est de 0,9 fois la SAU moyenne régionale brute, toutes productions confondues, pour la catégorie « moyennes et grandes exploitations », laquelle est de **74 ha** pour l'ensemble de la Région, soit un seuil de **67 ha**.
- b) Des équivalences sont fixées :
- par territoire ayant une cohérence agricole (annexes 2 et 2bis) ;
  - par catégorie de productions (annexe 1).

Le coefficient appliqué au a) du présent article est fixé de façon à faire correspondre le seuil de déclenchement à la surface médiane pondérée régionale établie sur la base des coefficients d'équivalence par types de productions définis en annexe 1.

Par équivalence, les seuils de déclenchement pour chacune des 6 zones figurant en annexe 2bis sont donc définis de la façon suivante :

Zones	SAU moyennes brutes par zone, toutes productions confondues, catégorie « moyennes et grandes exploitations » (ha)	Coefficients appliqués à la SAU moyenne brute par zone	Seuils de déclenchement par zone (ha pondérés) = Surfaces médianes pondérées par zone (ha)
1	88	0,84	74
2	63	1,17	74
3	68	0,76	52
4	144	0,68	98
5	33	1,6	53
6	96	0,87	84



Dans le cas d'une demande d'autorisation préalable d'exploiter un bien agricole situé en totalité sur l'une des zones de la région Occitanie définies dans le présent SDREA, c'est le seuil de déclenchement de la zone qui s'applique.

Lorsque les biens sont situés dans plusieurs zones de la région Occitanie, c'est le seuil de surface le plus faible des zones concernées par l'opération qui sera pris en compte.

### **1- Seuil de distance**

Pour les zones 1 à 4 et la zone 6, le seuil de distance mentionné au I-4 de l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime est fixé à 10 kilomètres.

Pour la zone 5, le seuil de distance mentionné au I-4 de l'article L.331-2 est fixé à 20 kilomètres.

Cette distance est la mesure la plus courte sur route carrossable, vérifiable par les outils modernes de calcul d'itinéraires (GPS, applications internet ou tout autre moyen technique adapté), entre le siège d'exploitation et la limite la plus proche de la parcelle demandée, ou la limite la plus proche de la parcelle la plus éloignée du bien objet de la demande.

Lorsque le bien agricole objet de la demande se situe dans une seule zone, c'est le seuil de distance de la zone qui s'applique.

Lorsque le bien se situe sur plusieurs zones avec un seuil de distance différent, c'est le seuil de la zone où se situe le siège d'exploitation qui s'applique.

### **2- Seuils de contrôle hors-sol**

Les coefficients d'équivalence des productions relatives aux élevages hors-sol tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, figurent en annexe 3.

Les seuils pour les créations et extensions des ateliers hors-sol figurent en annexe 3bis.

## **Art. 5. – Les critères et leur pondération**

### **1. Les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental énoncés à l'article L312-1 du code rural et de la pêche maritime sont :**

- 1° la dimension économique et la viabilité des exploitations agricoles concernées ;
- 2° la contribution de l'opération envisagée à la diversité des productions agricoles régionales, à la diversité des systèmes de production agricole et au développement des circuits de proximité ;
- 3° la mise en œuvre par les exploitations concernées de systèmes de production agricole permettant de combiner performance économique et performance environnementale, dont ceux relevant du mode de production biologique au sens de l'article L.641-13 ;
- 4° le degré de participation du demandeur ou, lorsque le demandeur est une personne morale, de ses associés à l'exploitation directe des biens objets de la demande au sens du premier alinéa de l'article L.411-59, soit la participation sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, « selon les usages de la région » et en fonction de l'importance de l'exploitation, sans qu'elle se limite à la direction et à la surveillance de l'exploitation, mais sans exclure le recours à de la main d'œuvre salariée ou à la solidarité entre agriculteurs ;
- 5° le nombre d'emplois non salariés et salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations agricoles concernées ;
- 6° l'impact environnemental de l'opération envisagée ;
- 7° la structure parcellaire des exploitations concernées ;
- 8° la situation personnelle du demandeur, des autres candidats et du preneur en place.

L'annexe 4 indique pour les différents critères les indicateurs qui seront pris en compte pour départager des demandes concurrentes dans un même rang de priorité. Ces indicateurs ne font l'objet d'aucune pondération et d'aucune hiérarchisation et sont sans effet cumulatif obligatoire.

**2. Pour l'application, notamment de l'article L.331-1, 1°, la dimension économique viable d'une exploitation à encourager est déterminée en référence au seuil de déclenchement de la zone où se situe le siège de l'exploitation. Le seuil de viabilité est fixé à 0,7 fois le seuil de déclenchement (valeurs arrondies à l'entier le plus proche) pour les zones 1 à 4 et 6, et à 1,2 fois le seuil de déclenchement pour la zone 5, comparé à la surface agricole utile pondérée (SAUp) par associé exploitant de l'exploitation.**

Zones	Seuils de viabilité en ha pondérés par associé exploitant
1	52
2	52
3	36
4	69
5	64
6	59

### **3. Les agrandissements et concentration d'exploitations excessifs**

Est considéré comme un agrandissement et/ou concentration excessifs, une opération conduisant à porter la surface de l'exploitation par associé exploitant à 2 fois le seuil de déclenchement lorsque le siège d'exploitation se situe dans les zones 1 à 4 et 6, et à 3 fois le seuil de déclenchement lorsque le siège d'exploitation se situe dans la zone 5.

Zones	Seuils d'agrandissement excessif en ha pondérés par associé exploitant
1	148
2	148
3	104
4	196
5	159
6	168

### **Art. 6. – Dispositions transitoires, durée et modalités de révision du présent schéma directeur**

Le présent schéma directeur régional des exploitations agricoles sera révisé au plus tard dans les 5 ans selon la même procédure.

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux seules demandes d'autorisation préalable d'exploiter déposées à compter du lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Les dispositions de l'arrêté du 29 mars 2016 du préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées portant schéma directeur régional des exploitations agricoles pour les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn et de Tarn-et-Garonne et de l'arrêté du 25 novembre 2015 du préfet de la région Languedoc-Roussillon portant schéma directeur régional des exploitations agricoles du Languedoc-Roussillon, demeurent applicables aux demandes d'autorisation préalable d'exploiter déposées jusqu'au jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de région ainsi qu'aux demandes concurrentes qui pourraient être déposées après cette date.

Ces dispositions demeurent également applicables dans les mêmes conditions aux opérations de la SAFER Occitanie, y compris les opérations d'attributions locatives et en propriété dont l'examen en comité technique départemental SAFER a eu lieu jusqu'au jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Les arrêtés préfectoraux du 29 mars 2016 et du 25 novembre 2015 sont abrogés à l'issue de cette phase transitoire, soit après la dernière décision d'autorisation ou de refus d'exploiter relative aux demandes d'autorisation préalable d'exploiter déposées jusqu'au jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de région, soit en tout état de cause au plus tard 6 mois après cette date.

#### **Art. 7. – Exécution**

Le secrétaire général aux affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, les préfets de département, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne et les directeurs départementaux des territoires (et de la mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

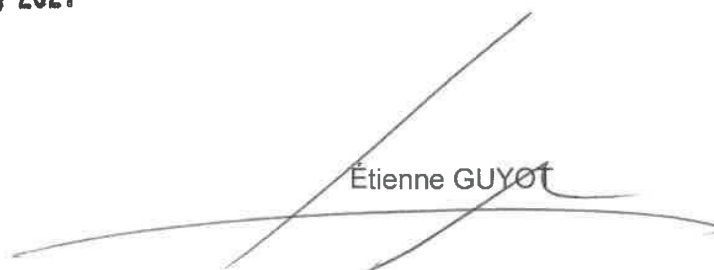
Le présent arrêté et ses annexes (dont la liste figure ci-après) sont consultables sur le site internet de la DRAAF (<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/>) selon le cheminement : Accueil > Production & Filières > Exploitations > Contrôle des structures.

- Annexe 1 : Tableau des équivalences par types de production
- Annexe 2 : Liste des communes par zones
- Annexe 2bis : Carte du zonage et des seuils de déclenchement du contrôle des structures (en ha) par territoire ayant une cohérence territoriale
- Annexe 3 : Coefficients d'équivalence hors-sol
- Annexe 3bis : Seuils de création ou d'extension d'ateliers hors-sol
- Annexe 4 : Critères et indicateurs de départage des candidatures se situant dans un même rang de priorité

Fait à Toulouse, le

**26 MARS 2021**

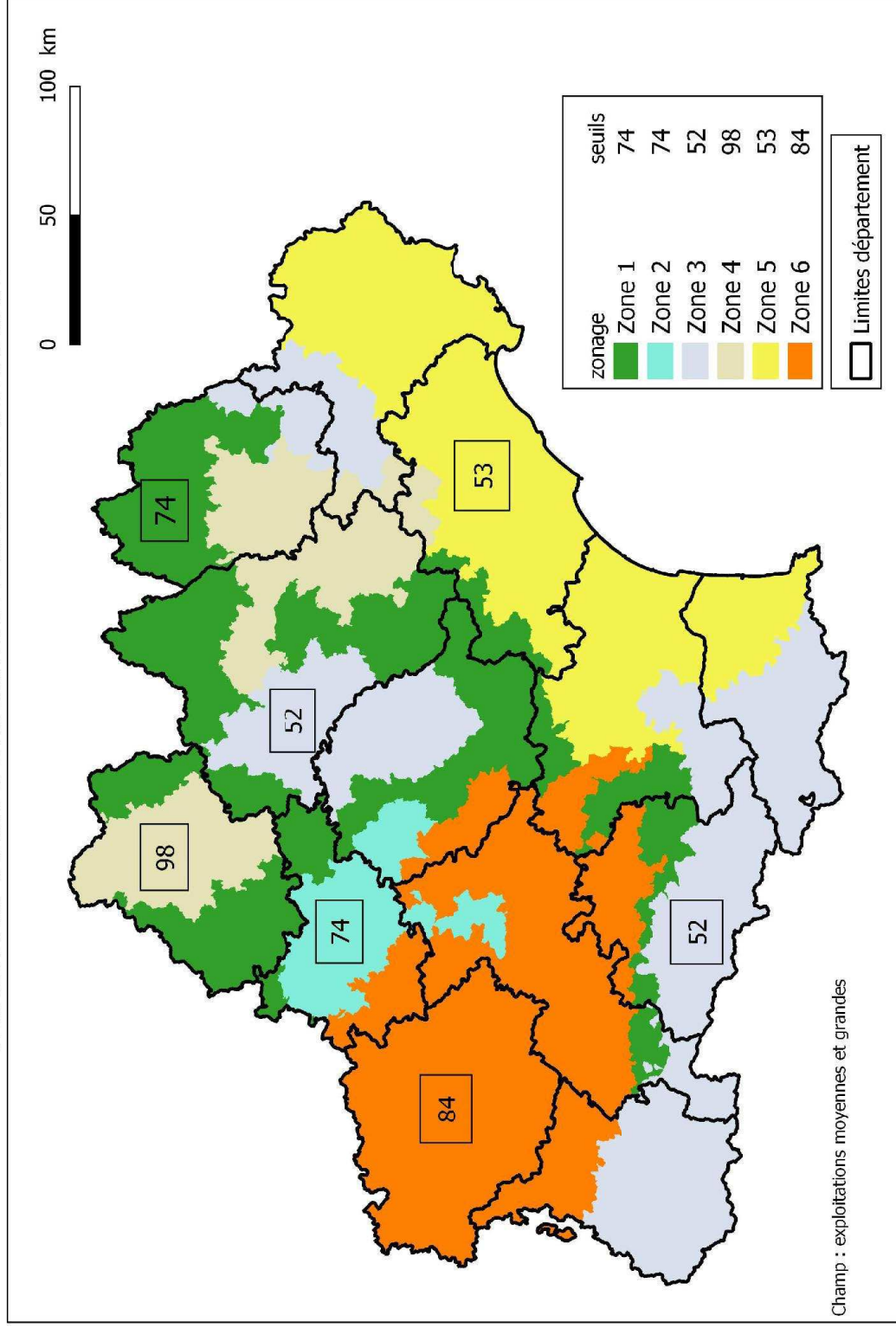
Étienne GUYOT



## ANNEXE 1 - Tableau des équivalences par types de production

Types de production	Coefficients de pondération	Précisions sur les types de production
Semences, céréales, oléagineux, protéagineux (SCOP) et autres cultures ou états de parcelles entrant dans une rotation ( légumes de plein champ, plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM) annuelles, plantes industrielles, jachère ...)	1	Notamment : <b>Céréales</b> : maïs, blé, riz, sorgo, orge, avoine, triticale, seigle, épautre, escourgeon, autres céréales... <b>Oléagineux</b> : colza, tournesol, soja, lin oléagineux, navette, autres oléagineux ... <b>Protéagineux</b> : pois protéagineux, lupin doux, féverole, vesce, fève, féverole, lentilles, pois chiche, fèves, autres (haricots secs, lentilles, pois chiches, vesce, ...) , <b>Plantes légumières de plein champ</b> : Haricot, fève, lentille, pois, gesse, carotte, navet, panais, pomme de terre, oignon, artichaut, asperge, cresson, endive, melon, pastèque, tomate, aubergine, fraiser, ... <b>PPAM annuelles</b> : aneth, basilic, ciboulette, coriandre, estragon, fenouil, persil, ... <b>Plantes industrielles, destinées à d'autres usages que l'alimentation</b> : Tabac, houblon, chanvre, lin textile, autres plantes à fibres, ... <b>Jachères</b> : jachères sous contrat, autres jachères, ... <b>Rotation des cultures</b> = organisation de la succession culturale des espèces sur une parcelle.
Cultures fourragères pérennes (hors rotation annuelle)	1	Cultures fourragères : graminées fourragères, maïs fourrage et ensilage, plantes sarclées fourragères (chou, betterave ...), légumineuses fourragères annuelles, autres fourrages annuels (sorgho fourrager, ...), ...
Prairies temporaires	1	Prairie temporaire = surfaces de production d'herbe ou autres plantes fourragères, qui sont présentes depuis moins de 5 ans.
Prairies permanentes	1	Prairies permanente = prairie qui n'a pas été retournée (c'est-à-dire convertie en terre arable ou culture permanente) depuis 5 ans au moins.
Pâturages pauvres	0,7	Parcours, landes, bois pâturés, surfaces pastorales (herbe prédominante et ressource fourragère ligneuse présente OU ressource fourragère ligneuse prédominante, châtaigneraie et chênaie entretenues par des porcins ou petits ruminants
PPAM pérennes, n'entrant pas dans une rotation.	1,5	PPAM pluriannuelles : (Thym, Origan, Sarriette, Menthe, Mélisse, Reine des Prés, lavande, Romarin, Verveine, Sauge, Hysope, Hélichryse, Iris, Hémérocalle...), Arbustes (Laurier, Aubépine, Gingko, Cassis,...), autres PPAM pérennes.
Semences y compris betteraves semence, n'entrant pas dans une rotation.	3	
Pomme de terre, tabac	5	
Cultures légumières de plein champs, présentes en permanence dans l'assolement sur l'exploitation.	6	Cultures légumières de plein champs = Cultures légumières sur des parcelles aussi affectées à d'autres cultures, de type : melons, tomates industrie, fraise industrie, ...
Maraîchage	15	Maraîchage = Parcelles de plein air ou sous abris bas toujours consacrées à la culture des légumes ou melon ou fraises au fil des campagnes.
Légumes sous serres et abris hauts, champignons cultivés	50	Serres ou abris hauts = ensembles constitués en verre ou matière plastique, souples ou rigides, fixes ou mobiles, chauffés (ayant une installation générant une source de chaleur) ou non chauffés, sous lesquels on peut se tenir debout : serre, grand tunnel plastique, abris hauts dont les parois latérales sont amovibles, multichapelles... La superficie retenue est la superficie totale couverte. Elle comprend la place occupée par les cultures, les passages et les installations éventuelles de chauffage.
Fleurs et plantes ornementales de plein air	50	Productions de fleurs et feuillages coupés, les plantes en pots (fleuries ou vertes à feuillage), plantes à massif (en arrachis ou en motte), bulbes rhizomes tubercules et oignons à fleur, plants, jeunes plants et boutures de plantes non ligneuses.
Fleurs et plantes ornementales sous serre	100	Les superficies consacrées aux fleurs et aux plantes ornementales sont réparties selon leur mode de conduite (plein air ou serres). Ne sont pas incluses les plantes industrielles.
Vergers : toutes cultures fruitières dont pommes, fruits d'origine subtropicale dont kiwis, agrumes, toutes baies, sauf les fruits à coque et les oliviers	6	Verger = plantation régulière, entretenue, d'arbres fruitiers destinés à être récoltés, d'une densité d'au moins 100 pieds à l'hectare soit un écartement maximum de 10 mètres entre chaque pied.
Vergers : fruits à coques (noyer, amandier, châtaignier, noisetier, autres fruits à coque)	3,5	
Vergers : Oliviers	3,5	
Vignes pour vins et raisin de table	3,5	
Pépinières	12	Pépinière = Terrain sur lequel on fait pousser de jeunes végétaux en vue du repiquage et de la multiplication.
Par défaut, toute culture non listée ci-avant, dont arbres de Noël, truffières, etc.	1	

# Annexe 2bis - Carte du zonage et des seuils de déclenchement du contrôle des structures (en ha) par territoire avant une cohérence territoriale



### ANNEXE 3 – Coefficients équivalence hors-sol

Retenus pour Occitanie	Quantité pour SMA nationale Fixée à 12,5 ha	Unité	Equivalence ha/ unité
Porc, atelier naisseur	42	truies présentes	0,2976
Porcs, atelier engraisseur	300	places	0,0417
Porcs, atelier naisseur-engraisseur	21	truies présentes	0,5952
Veaux, atelier engraissement-batteries	100	places dans l'atelier	0,1250
Veaux, atelier engraissement-batteries	300	veaux produits par an	0,0417
Poules pondeuses en batterie ou au sol, dindes fermières, poulet label avec parcours	750	m <sup>2</sup> de poulaillers	0,0167
Poulets de chair, pintades et dindes industrielles, canards élevage en claustration	1500	m <sup>2</sup> de poulaillers	0,0083
Canards, élevage en claustration	1500	m <sup>2</sup> de poulaillers	0,0083
Canards, élevage en claustration	30000	en têtes par an	0,0004
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	700	en m <sup>2</sup> de poulailler	0,0179
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	14000	en têtes par an	0,0009
Oies à foie gras	500	en têtes par an	0,0250
Canards à foie gras	1200	en têtes par an	0,0104
Lapins de chair	125	cages mères	0,1000
Lapins de chair	140	en mères présentes	0,0893
Lapins angora	200	animaux présents	0,0625
Truites en bassin	500	mètres carrés de bassin	0,0250
Abeilles	200	ruches	0,0625
Agneaux, atelier engraissement	---	en têtes par an	0,0100
Équidés (*)	---	en têtes par an	2,5000

Équidés pris en compte : Équidés détenus sur l'exploitation à partir de 2,5 équidés/ha pour l'élevage ou des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle.

**ANNEXE 3BIS – Seuils de créations ou extensions d'ateliers hors-sol**

Retenus pour Occitanie	Quantité pour SMA nationale Fixée à 12,5 ha	Unité	Calcul équivalent à 10 ha	Quantité équivalente à 10 ha (arrondis)	Production équivalente au seuil de chaque zone				
					Pour seuil Z 1 et Z 2 = 74	Pour seuil Z 3 = 52	Pour seuil Z 4 = 98	Pour seuil Z 5 = 53	Pour seuil Z 6 = 84
<b>Porc, atelier naisseur</b>	42	truiés présentes	33,6	34	248,64	174,72	329,28	178,08	282,24
<b>Porcs, atelier engraisseur</b>	300	places	240	240	1776	1248	2352	1272	2016
<b>Porcs, atelier naisseur-engraisseur</b>	21	truiés présentes	16,8	17	124,32	87,36	164,64	89,04	141,12
<b>Veaux, atelier engraissement-batteries</b>	100	places dans l'atelier	80	80	592	416	784	424	672
<b>Veaux, atelier engraissement-batteries</b>	300	veaux produits par an	240	240	1776	1248	2352	1272	2016
<b>Poules pondeuses en batterie ou au sol, dindes fermières, poulet label avec parcours</b>	750	m² de poulaillers	600	600	4440	3120	5880	3180	5040
<b>Poulets de chair, pintades et dindes industrielles, canards élevage en claustration</b>	1500	m² de poulaillers	1200	1200	8880	6240	11760	6360	10080
<b>Canards, élevage en claustration</b>	1500	m² de poulaillers	1200	1200	8880	6240	11760	6360	10080
<b>Canards, élevage en claustration</b>	30000	en têtes par an	24000	24000	177600	124800	235200	127200	201600
<b>Canards fermiers, canards sous label avec parcours</b>	700	en m² de poulailler	560	560	4144	2912	5488	2968	4704
<b>Canards fermiers, canards sous label avec parcours</b>	14000	en têtes par an	11200	11200	82880	58240	109760	59360	94080
<b>Oies à foie gras</b>	500	en têtes par an	400	400	2960	2080	3920	2120	3360
<b>Canards à foie gras</b>	1200	en têtes par an	960	960	7104	4992	9408	5088	8064
<b>Lapins de chair</b>	125	en cages mères	100	100	740	520	980	530	840
<b>Lapins de chair</b>	140	en mères présentes	112	112	828,8	582,4	1097,6	593,6	940,8
<b>Lapins angora</b>	200	animaux présents	160	160	1184	832	1568	848	1344
<b>Truites en bassin</b>	500	mètres carrés de bassin	400	400	2960	2080	3920	2120	3360
<b>Abeilles</b>	200	ruches	160	160	1184	832	1568	848	1344
<b>Agneaux, atelier engraissement</b>	---	en têtes par an	1000	1000	7400	5200	9800	5300	8400
<b>Équidés (*)</b>	---	en têtes par an	4	4	29,6	20,8	39,2	21,2	33,6

(\*) Équidés pris en compte : Équidés détenus sur l'exploitation à partir de 2,5 équidés/ha pour l'élevage ou des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle.